



Des policiers kirghizes emmènent un manifestant à Bichkek en novembre 2002. La police a arrêté plus de 100 personnes qui réclamaient la condamnation des membres du gouvernement responsables de la fusillade ayant causé la mort de cinq civils à Aksy, huit mois auparavant. (© Reuters/Valdimir Pirogov)

Une anomalie en Asie centrale?

LES ARMES LÉGÈRES AU KIRGHIZSTAN

10

INTRODUCTION

Les régions situées au sud de l'ancienne Union soviétique (le Caucase et l'Asie centrale) sont souvent considérées comme formant une zone d'instabilité alimentée par la faiblesse des pouvoirs publics, le déclin économique, la fragmentation sociale, les conflits civils, la criminalité nationale et transnationale ainsi que par les retombées des conflits sévissant dans les régions voisines. Par conséquent, l'on s'attendrait à rencontrer une forte demande et une disponibilité importante des armes légères dans l'ensemble de la région.

Le présent chapitre repose sur une étude réalisée mi-2003 par le Small Arms Survey (MacFarlane, Neil et Torjesen, 2004) qui montre que le niveau de détention, d'utilisation et de prolifération des armes légères au Kirghizstan est moins élevé que ce ne semble être le cas dans d'autres Etats d'Asie centrale. Aucune donnée convaincante ne permet d'affirmer avec certitude qu'il existe un lien entre le trafic des armes légères et les trafics de drogues et d'êtres humains. En outre, les taux de violence et de mortalité liés aux armes légères sont limités. L'étude met en évidence la nécessité de remettre en question les généralisations régionales et identifie quelques facteurs susceptibles de prévenir une prolifération effrénée des armes légères. Elle explique de la manière suivante les raisons pour lesquelles les problèmes liés aux armes légères au Kirghizstan semblent moins graves que l'on ne pourrait s'y attendre:

- Les stocks d'armes présents au Kirghizstan au moment de l'indépendance étaient inférieurs à ceux des républiques voisines que sont le Tadjikistan et l'Ouzbékistan.
- Le niveau général de sécurité dans le pays est resté élevé. Peu de raisons ont incité la population à s'armer pour se défendre.
- L'absence de guerre civile et d'effondrement de l'Etat a permis aux autorités de contrôler le problème des armes légères plus efficacement que leurs homologues de Géorgie ou du Tadjikistan.
- Le Kirghizstan ne semble pas afficher une culture d'armes justifiant une demande particulièrement élevée. La détention d'armes légères dans le pays n'est pas non plus liée de manière visible aux questions d'identité sexuelle, contrairement à certaines autres régions de l'ancienne Union soviétique.
- Il n'existe aucune raison évidente de transiter par le Kirghizstan pour acheminer des armes en contrebande vers des lieux voisins de concentration de la demande. La Russie dispose de stocks bien garnis, de même que le Tadjikistan et l'Afghanistan.

UN ÉTAT EN PROIE À DES TROUBLES DANS UNE RÉGION INSTABLE

Le Kirghizstan manifeste de nombreux signes de troubles. Son économie, bien qu'en croissance, se caractérise par une stagnation industrielle, un taux de chômage élevé et des écarts de revenus considérables. Les niveaux de revenus par tête d'habitant restent nettement inférieurs à ceux auxquels la population était habituée durant l'ère soviétique. On observe les symptômes d'une immense frustration et d'un désenchantement politique généralisé au sein de la société. Le gouvernement manque de ressources et ses institutions démocratiques sont faibles. Les minorités ethniques sont sous-représentées au sein du gouvernement. L'Etat ne tient aucun compte de ses citoyens et montre des signes d'autoritarisme. Il semble incapable d'assurer

de manière constante les services publics essentiels. Par conséquent, le peuple kirghize considère de plus en plus son gouvernement comme illégitime.

Le niveau général de sécurité dans le pays est resté élevé. Peu de raisons ont incité la population à s'armer pour se défendre.

Le Kirghizstan est situé dans une région où de nombreux pays ont souffert de troubles politiques et de conflits internes d'envergure. Au sud, le Tadjikistan a connu une guerre civile de 1992 à 1997 et un certain nombre de régions tadjikes restent hors du contrôle de l'Etat, malgré l'accord de paix signé en mai 1997. L'Afghanistan, plus au sud, a subi des invasions étrangères et une guerre civile de 1979 à 2001. Il est couramment admis qu'il y subsiste de grandes quantités d'armes que l'Etat n'est pas parvenu à contrôler.

L'islamisme radical a contribué à l'insécurité en Afghanistan, où le régime taliban antérieur à 2002 a abrité une multitude de groupes de terroristes et d'insurgés, dont Al-Qaida mais aussi des groupes séparatistes ouïghours défiant l'autorité chinoise à Xinjiang. Le Mouvement islamique d'Ouzbékistan (MIO), qui s'est constitué sur la dépouille des mouvements islamiques éradiqués par le gouvernement ouzbek dans la Vallée de Ferghana, a tenté de pénétrer en Ouzbékistan via le Tadjikistan et le sud du Kirghizstan, organisant des incursions dans le district de Batken, au cœur de la Vallée de Ferghana, entre 1999 et 2000 (voir encadré 10.5)¹.

Encadré 10.1 Méthodologie: les défis et les solutions

La présente étude repose sur une grande variété de sources, dont l'examen approfondi de documents provenant de sources primaires et secondaires (académiques, gouvernementales, organisations internationales et non gouvernementales) ainsi qu'une synthèse de rapports sur le crime et la criminalité publiés dans le Delo No, le principal journal kirghize. Les statistiques officielles sur la détention, l'utilisation et l'impact des armes légères ont été complétées par une multitude d'entretiens réalisées à Bichkek et dans le sud du Kirghizstan. Parmi les personnes interrogées, citons les fonctionnaires du Service de sécurité nationale, des ministères des Affaires étrangères, de l'Intérieur et de la Défense, ainsi que différentes personnes du corps médical, des journalistes, des intellectuels et des représentants de la société civile. En outre, l'équipe de recherche a interrogé une grande variété de membres du personnel diplomatique ainsi que des représentants d'organisations internationales et non gouvernementales. L'ampleur de l'échantillon interrogé devait fournir une base appropriée en vue d'une triangulation des résultats des entretiens.

Afin de sonder l'opinion publique relative à la question des armes légères, l'équipe de recherche a réalisé une enquête auprès des ménages dans le sud du pays, miné par des tensions politiques et une criminalité relativement importantes. Les 236 personnes interrogées ont été sélectionnées de manière à refléter un équilibre entre les communautés kirghizes et minoritaires. Pour compléter l'enquête, les chercheurs ont assisté aux réunions de village.

Pour mieux comprendre la dynamique régionale des flux d'armes ainsi que le lien existant entre ces flux et le trafic de biens et d'êtres humains, des recherches ont également été menées au Kazakhstan et au Tadjikistan.

Les défis

Le projet de recherche a rencontré une série de problèmes d'ordre méthodologique liés aux données officielles. Les autorités kirghizes ont été réticentes à fournir des informations. Il y a donc lieu de s'interroger sur la capacité des organes officiels à générer des données complètes sur diverses questions relatives aux armes, notamment la taille des stocks ou les niveaux de criminalité. Au cours des entretiens, des preuves de distorsions volontaires ont été remarquées: les fonctionnaires publics au Kirghizstan ont été, d'une part, soucieux de projeter une image de stabilité, de sécurité et de contrôle efficace et, d'autre part, de gonfler l'importance des éléments exogènes menaçant la sécurité du pays (par exemple, le terrorisme, le narcotrafic) puisque les flux d'aides externes dépendent de la perception extérieure de l'envergure de ces problèmes. Les chefs de l'opposition et la communauté des ONG pourraient avoir des préjugés défavorables susceptibles de leur faire surévaluer le problème des armes légères. Il n'est pas exclu que les résultats de l'enquête auprès des ménages aient pâti de la réticence de la population à parler à des étrangers de la détention et de l'utilisation des armes. Les personnes interrogées au Kirghizstan se sont souvent inquiétées de savoir qui se cachait derrière l'enquête et si les informations seraient transmises aux autorités gouvernementales.

Néanmoins, la synthèse des diverses sources devrait fournir une impression relativement fiable des problèmes relatifs aux armes légères dans le Kirghizstan actuel.

Le Kirghizstan se situe le long des principales routes utilisées pour le trafic de stupéfiants et d'êtres humains. En 2000, l'Afghanistan a produit 70% de l'offre mondiale d'opium illicite. En Asie centrale, la part des saisies d'héroïne originaire de l'Afghanistan est passée de 0,1% à 23% de 1994 à 2001 (ONUDC, 2003, p. 5, BCDPC, 2002, p. 14).

Ces facteurs internes et externes créent une situation au Kirghizstan dans laquelle on pourrait raisonnablement s'attendre à ce que les armes légères constituent un problème majeur. Par exemple, Pirseyedi (2002, 85-6) affirme que la combinaison de tensions et de conflits latents et la disponibilité importante des armes légères dans la région pourrait entraîner des conséquences explosives.

L'existence d'une infrastructure bien développée pour le trafic des armes légères illicites en Asie centrale donne à penser que l'éclatement d'un conflit interne armé en Ouzbékistan, au Kazakhstan, au Turkménistan ou au Kirghizstan entraînerait un arrivage immédiat et massif d'armes légères dans la région en conflit. Toutefois, vu les proportions prises par la prolifération des armes légères dans ces pays, on pourrait affirmer que c'est précisément la disponibilité importante des armes légères qui pourrait devenir le facteur déterminant susceptible de transformer les désaccords politiques en confrontations armées de grande ampleur.

Néanmoins, peu d'éléments indiquent que les pressions économiques et politiques auxquelles le Kirghizstan est confronté génèrent une instabilité politique majeure dans le pays. Ceci reflète non seulement

l'efficacité des mécanismes informels d'adaptation présents dans l'économie mais également l'absence de toute alternative politique évidente au gouvernement actuel. L'opposition reste faible et divisée et génère peu d'enthousiasme parmi la population dans son ensemble. Bien que le danger de l'islamisme soit pris au sérieux en Asie centrale, aucun signe manifeste ne permet d'affirmer que les mouvements islamistes radicaux font des adeptes parmi la majorité kirghize du pays.

L'impact de la violence politique est sporadique et faible. Au cours de la période de troubles dans la région d'Aksy en 2002, le gouvernement a éprouvé beaucoup de difficultés à garder le contrôle de la situation (voir encadré 10.2)². En général, toutefois, peu d'éléments permettent d'affirmer que les privations économiques et les frustrations sociales et politiques ont entraîné une hausse de la criminalité.



© AP/David Brauchli

Le point de contrôle isolé de Kyzyl-Art au Kirghizstan ne constitue qu'un obstacle mineur pour les trafiquants qui parcourent la route, balayée par les vents, rejoignant le Tadjikistan voisin.

Le peuple kirghize considère de plus en plus son gouvernement comme illégitime.

Bien que le danger de l'islamisme soit pris au sérieux en Asie centrale, aucun signe manifeste ne permet d'affirmer que les mouvements islamistes radicaux font des adeptes parmi la majorité kirghize du pays.

Encadré 10.2 «A ceux qui ont péri sous les balles des autorités»³

Les 17 et 18 mars 2002, les forces de la police kirghize ont ouvert le feu sur un groupe de 2.000 manifestants dans le district rural d'Aksy situé dans le sud-ouest du pays. On a dénombré 6 morts et 62 blessés⁴. Les manifestants protestaient contre l'emprisonnement du député représentant Aksy, Azimbek Beknazarov, qui avait ouvertement critiqué le président Askar Akaev. L'emprisonnement de Beknazarov en janvier 2002 a porté les tensions à leur comble dans la ville d'Aksy, et les parents ont refusé d'envoyer leurs enfants à l'école en guise de protestation. A la suite des rumeurs selon lesquelles Beknazarov subissait des sévices en prison, les manifestants en colère ont brièvement pris en otage les fonctionnaires du gouvernement en visite.

La fusillade a eu lieu sur une paisible route de campagne qui menait au centre régional de Kerben, alors que la police tentait d'arrêter les manifestants⁵. Les cinq manifestants tués au cours des premiers affrontements étaient tous des hommes, bien que des témoins oculaires affirment que des femmes se trouvaient en première ligne de la manifestation⁷. Le code pénal kirghize stipule précisément l'interdiction d'ouvrir le feu sur des femmes⁸. La mort des manifestants masculins donne à penser que la police les visait, malgré les communiqués de presse affirmant que des coups de semonce avaient été tirés en l'air auparavant⁹. Cinq des six manifestants ont été tués sur le coup, tandis que dix blessés au moins présentaient des blessures par balle. D'autres souffraient de coups et de blessures à la tête. Dans la nuit du 17 au 18 mars, les villageois se sont réunis devant le bureau de police de Kerben pour protester contre cette fusillade. Au cours de cette même nuit, une autre personne a été tuée à partir d'un véhicule de police¹⁰.



Des manifestants se recueillent lors de la commémoration, en septembre 2002, d'une manifestation de l'opposition survenue six mois auparavant à Aksy au cours de laquelle la police a ouvert le feu et tué cinq personnes.

© AP/Burt Herman

Ces homicides ont soulevé une vague de protestations, toutes pacifiques. A présent, les partisans de Beknazarov restent actifs, quoique moins nombreux qu'au printemps 2002, lorsque près de 10.000 personnes avaient exprimé leur mécontentement à l'égard du gouvernement¹¹.

Les troubles à Aksy et la crise politique qui a suivi sont à la source d'une série de changements politiques majeurs. En mai 2002, le gouvernement du Kirghizstan a démissionné et a été remplacé. En septembre 2002, le gouvernement a mis en place une commission destinée à élaborer des amendements constitutionnels afin de renforcer le pouvoir législatif. Le mois suivant, le président Akaev a annoncé qu'il n'était pas candidat à une réélection en 2005. Des ressources complémentaires ont été investies dans le développement des infrastructures dans le sud.

A la suite des événements survenus à Aksy, le gouvernement kirghize a invité l'OSCE à lancer un programme de réforme de la police. L'un des huit volets de ce projet évalué à 3,8 millions EUR (4,1 millions USD) consiste à familiariser la police kirghize aux méthodes «non meurtrières» de maintien de l'ordre, afin de prévenir des effusions de sang de ce type à l'avenir. Toutefois, les organisations locales des droits de l'homme au Kirghizstan considèrent que ce programme vise à empêcher les initiatives civiques au Kirghizstan et ont formulé des critiques acerbes à l'égard de l'OSCE¹².

LA DÉTENTION LÉGALE D'ARMES LÉGÈRES

Le gouvernement kirghize a adopté un système réglementaire strict pour les armes légères qui est influencé par la législation soviétique¹³. La loi répartit les types d'armes en trois catégories: les armes de guerre, les armes de service et les armes civiles.

Les stocks gouvernementaux: les armes de guerre et de service

Il n'existe aucun chiffre officiel comptabilisant les stocks d'armes gouvernementaux au Kirghizstan. Si l'on se base sur le nombre d'agents armés, le gouvernement devrait détenir un total de 50.000 armes. L'armée compte 10.900 hommes d'active tandis que les garde-frontières sont au nombre de 5.000 (IISS, 2002). En supposant que la formule permettant de calculer le nombre d'armes détenues par les armées nationales –

2,25 armes par soldat – soit valable pour le Kirghizstan, l'armée kirghize posséderait 24.525 armes. Il est probable que chaque garde-frontière dispose au moins d'une arme, ce qui porte à près de 30.000 le chiffre total des armes aux mains de l'armée. Le ministère des Affaires intérieures (MVD), qui compte 17.000 personnes, représente le principal organe de maintien de l'ordre¹⁴. Il est complété par les 1.200 membres du Service de la sécurité nationale (anciennement appelé KGB). Les fonctionnaires du MVD affirment que chaque officier chargé du maintien de l'ordre dispose au moins d'une arme.

L'armée kirghize utilise des armes léguées par les forces soviétiques en mai 1992¹⁵ et qui ressemblent à celles des autres anciennes unités de l'armée soviétique. Les armes les plus répandues sont les Kalachnikov – AK-47, AK-74, AKM Kalachnikov (fusils d'assaut modernisés) – pistolets Makarov et fusils de haute précision Dragunov (SVD)). Les officiers de l'armée affirment n'avoir reçu aucune nouvelle arme depuis l'indépendance, bien que certains rapports de presse fassent état de livraisons d'armes russes à destination du Kirghizstan en 1999¹⁶. Les statistiques relatives aux importations et aux exportations déclarées par le Kirghizstan ne mentionnent aucune importation de matériel militaire (tableau 10.1). Les contraintes financières des forces kirghizes expliquent que les stocks d'armes sont restés modestes. Les soldats soviétiques, réaffectés en Russie après 1991, ont emporté avec eux la plupart de leur équipement lors de leur retrait.

Tableau 10.1 Les importations d'armes légères par le Kirghizstan (par pays exportateur)

Arme	Période	Valeur tot. (USD)	Exportateurs et % de la valeur commerciale totale à destination du Kirghizstan
Fusils & carabines de chasse	1993-2000	237.685	Canada 29,5
			Allemagne 22,7
			Fédération de Russie 47,7
Fusils de chasse	1996-2001	170.406	Autriche 2,3
			Allemagne 3,5
			Fédération de Russie 94,2
Munitions et pièces d'armes légères	1994-96	46.067	Allemagne 80,3
			Fédération de Russie 19,7
Revolvers et pistolets	1995-98	14.187	Espagne 26,9
			Suisse 73,1
Cartouches, fusils divers	1995-98	4.624	Suisse 40,2
			Royaume-Uni 59,8

Remarque: il se peut que les tableaux sous-estiment largement le commerce des armes au Kirghizstan.
Source: base de données Comtrade, base de données de la NISAT

Les stocks civils

La détention d'armes par les civils est régie par un cadre légal strict qui ressemble à celui du système soviétique, plutôt draconien en matière de contrôle des armes. Malgré un cadre réglementaire très développé définissant l'enregistrement des armes et les documents appropriés à remettre aux détenteurs d'armes, il n'existe aucun chiffre officiel sur la détention légale d'armes par les civils¹⁷. Toutefois, le MVD et l'Association des chasseurs¹⁸ s'accordent sur une estimation de près de 15.000 armes enregistrées au Kirghizstan¹⁹.

80% de l'ensemble des armes de chasse enregistrées au Kirghizstan sont détenues dans le district de Chui, la région qui entoure la capitale Bichkek²⁰. Dans les autres régions, telles que les districts de Batken et d'Osh, les détentions d'armes de chasse enregistrées se rencontrent principalement dans les centres urbains²¹. Le Kirghizstan se démarque de la plupart des autres pays dans la mesure où les zones urbaines enregistrent davantage d'armes de chasse que les zones rurales. Ce phénomène s'explique par le nombre toujours disproportionné de chasseurs russes, qui vivent pour la plupart dans les centres urbains et peut-être aussi par un enregistrement moins complet dans les zones rurales.

La détention d'armes par les civils est régie par un cadre légal strict qui ressemble à celui du système soviétique, plutôt draconien en matière de contrôle des armes.

La loi kirghize répartit les armes civiles en quatre catégories: (i) les armes destinées à la légitime défense; (ii) les pistolets à air comprimé; (iii) les armes de sport et (iv) les armes de chasse (Kirghizstan, 1999, para. 2-7). Les citoyens doivent être en bonne santé physique et mentale pour obtenir le droit de porter une arme (Kirghizstan, 1999, para. 15). La loi autorise l'usage des armes contre d'autres personnes dans le cadre de la légitime défense. Dans la pratique toutefois, il semble que le permis de détention d'armes ne soit octroyé qu'aux membres de l'Association des chasseurs, qui comptait 7.410 affiliés enregistrés en 2002. Chaque chasseur peut disposer de maximum quatre armes (deux carabines de chasse de petit calibre et deux fusils). La plupart des membres ne possèdent qu'une ou deux armes²². Le nombre total de membres de l'Association des chasseurs a baissé au cours des années 90, chutant de 25.900 (pêcheurs compris) en 1990 à 8.617 en 2002. Ce phénomène s'explique par l'émigration des Russes établis au Kirghizstan: à l'époque de l'indépendance, la plupart des membres de l'Association des chasseurs étaient d'origine russe²³. L'augmentation relative des prix peut également avoir joué un rôle.

La grande majorité des armes de chasse sont produites en Russie, où Izhevskii Mekhanicheskii Zavod et Tulskii Oruzheinyi Zavod dominent le marché (PRODUCTEURS). Les armes de chasse les plus répandues sont les modèles à double canon TOZ-34 ainsi que les modèles à canon juxtaposé et superposé BAIKAL IZH-27. Les prix des fusils de chasse russes importés oscillent entre 232 et 348 USD²⁴. Le salaire mensuel moyen au Kirghizstan s'élève à 35 USD environ, ce qui fait de l'achat d'un nouveau fusil de chasse un investissement considérable pour le consommateur moyen de ce pays. Par conséquent, il est probable que le luxe d'un fusil de chasse est réservé à la petite élite économique du pays. Depuis son indépendance, le pays connaît une inflation galopante.

Outre les chasseurs, certaines «personnes de loi investies de tâches spéciales agréées» sont autorisées à détenir des armes. Cette catégorie ne représente qu'un faible pourcentage de la détention d'armes totale²⁵, et comprend les sociétés de gardiennage fournissant des gardes de sécurité privés et publics (à savoir, la sécurité des propriétés, des transports de fond et la protection de la nature et des ressources naturelles)²⁶. Les armes les plus répandues utilisées par cette catégorie sont les pistolets Makarov et les pistolets à air comprimé.

LA DÉTENTION D'ARMES NON ENREGISTRÉE ET ILLÉGALE

La détention illégale d'armes est difficile à quantifier mais un certain nombre d'éléments indiquent qu'elle est faible et ne représente pas une menace majeure pour la sécurité. Cette hypothèse repose sur l'opinion des agents du maintien de l'ordre, étayée par une enquête réalisée auprès des ménages, mais aussi sur le taux modéré de blessures et de meurtres par balles, ainsi que sur les perceptions de la sécurité et les attitudes culturelles à l'égard des armes. Néanmoins, certains signes indiquent l'apparition de vols dans les stocks gouvernementaux et une légère hausse des blessures par balle.

La détention illégale d'armes est difficile à quantifier, mais un certain nombre d'éléments indique qu'elle est faible et ne représente pas une menace majeure pour la sécurité.

Les vols dans les stocks gouvernementaux

Les vols dans les stocks de l'armée sont monnaie courante dans les sociétés post-soviétiques et le Kirghizstan n'y fait pas exception. Il est impossible de quantifier l'étendue du problème. Les porte-parole de l'armée kirghize affirment qu'une commission vérifie le stock d'armes des forces armées tous les trimestres²⁷. En 1996, l'une de ces commissions a découvert la disparition de 26 mitraillettes, 138 pistolets, 5 mitrailleuses et 17.500 cartouches dans deux régiments et une division d'artillerie (FTI, 2002).

Il est peu probable que les enquêtes de la commission de contrôle se déroulent régulièrement ou qu'elles soient capables de régler efficacement le problème des vols d'armes. Le faible niveau des dépenses militaires a affecté le moral de l'armée kirghize. Les maigres soldes et le piteux état du matériel créent un environnement propice au crime. De 1993 à 2002, le Bureau des procureurs militaires a jugé au total 1.100 dossiers. Plus de 30 officiers et 500 soldats ont été inculpés pour crime. Sept cas de vol d'armes à feu à grande échelle perpétrés par du personnel militaire ont été enregistrés entre 2000 et 2002 (Foundation for Tolerance International, 2002). Vu le niveau élevé de corruption au sein de la structure gouvernementale

kirghize, le taux de criminalité réel parmi les effectifs militaires pourrait être considérablement supérieur aux chiffres révélés dans les statistiques des procureurs militaires.

Encadré 10.3 Ministère des Affaires intérieures: le contrôle des stocks d'armes

Selon les responsables du MVD, les armes présentes dans les infrastructures du MVD sont entreposées dans des locaux verrouillés, équipés d'une porte réservée à l'officier de service et d'une fenêtre destinée à remettre les armes aux autres officiers qui ne sont pas autorisés à pénétrer dans le magasin. Les armes entreposées sont vérifiées au début de chaque relève.

La perte d'armes résultant d'une négligence est sévèrement punie. Au minimum, l'officier est démis de ses fonctions et doit rembourser deux à trois fois le prix de l'arme, qu'elle soit ou non retrouvée ultérieurement. En cas d'intention criminelle éventuelle, le service d'enquête spécial du MVD intervient et établit un rapport à l'intention du ministre.

Le vol d'armes perpétré en 2003 au poste de l'OVD de Djalalabad soulève des doutes quant à la mise en oeuvre de ces procédures. Le 15 mai 2003, dix personnes ont pénétré dans les bureaux de l'OVD à Djalalabad, agressé les gardes de sécurité et volé environ 35 armes (une vingtaine de fusils automatiques Kalachnikov, plus de 10 pistolets Makarov et Stetchkin, un fusil de haute précision Dragunov et une mitrailleuse) (*Vechernii Bishkek*, 2003). Ils ont ensuite quitté Djalalabad pour la région d'Aksy. Finalement, la plupart des membres du groupe ont été arrêtés et la majorité des armes récupérées, bien que le fusil sniper soit resté introuvable. Une enquête a attribué la réussite de l'attaque à des procédures laxistes. Le chef de l'administration intérieure de Djalalabad a été limogé, ainsi que plusieurs de ses adjoints. Un nouveau décret ministériel a ordonné l'installation d'écrans de télésurveillance à la fois dans l'armurerie et dans les couloirs qui y mènent. Vu les ressources insuffisantes, cette mesure n'a pas été intégralement mise en oeuvre.



Des soldats kirghizes gardent leur quartier général à Batken en septembre 1999. Pendant plusieurs semaines, des islamistes radicaux armés, se réclamant de l'opposition musulmane d'Ouzbékistan, ont détenu des otages dans cette région montagneuse.

© Reuters/Shamil Zhumatov

Toutefois, comme nous l'avons constaté ci-dessus, il est probable que la totalité des stocks du Kirghizstan est relativement faible, vu que les soldats soviétiques, réaffectés en Russie après 1991, ont emporté la majorité de leur équipement lors de leur départ. Par ailleurs, il se peut que la plupart des armes volées dans les stocks aient quitté le pays, en direction du Tadjikistan. (Voir la section ci-dessous relative au trafic.)

La détention d'armes selon les responsables et selon la population

Les organes de police du Kirghizstan, bien que peu enclins à fournir des estimations spécifiques, font état d'une détention d'armes illégale probablement faible²⁸. De 1996 à 2004, le MVD a confisqué 5.000 armes. Il s'agit là d'un chiffre peu élevé en comparaison du Tadjikistan, où 22.831 armes ont été confisquées au cours de la même période (Tadjikistan, 2003). Il existe certains rapports sur la détention (illégale) d'armes artisanales dans les régions rurales (notamment les pistolets à air comprimé transformés), mais il est peu probable qu'il s'agisse là d'un phénomène généralisé²⁹.

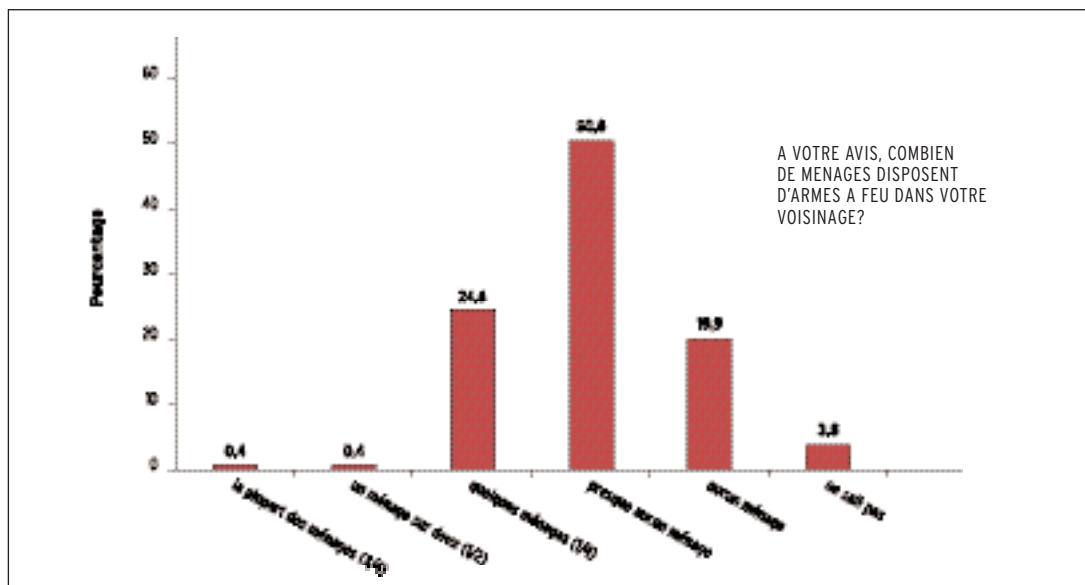
L'enquête réalisée auprès des ménages dans les villages proches des frontières de l'Ouzbékistan et du Tadjikistan, considérés comme des zones instables du pays, corrobore l'idée générale d'une faible détention d'armes à titre privé. La moitié des personnes interrogées a déclaré que «presque aucun ménage» ne possède d'armes à feu, tandis que 24% ont déclaré que «quelques ménages» en possèdent. 78% ont déclaré n'avoir jamais entendu de coup de feu, tandis que 76% ont déclaré n'avoir jamais vu une arme à feu³⁰. Les personnes interrogées avaient tendance à citer les fusils de chasse comme les armes les plus répandues (40%), tout en mentionnant également d'autres armes comme les Kalachnikovs (20%) et les pistolets (13%). 50% des personnes interrogées ont fait observer que les criminels représentaient le groupe de la société le plus susceptible de posséder des armes, tandis que 25% ont attribué ce rôle aux hommes d'affaires.

La criminalité armée

Des taux très modérés de blessures et de meurtres par arme à feu semblent confirmer l'hypothèse selon laquelle les armes illégales et la détention d'armes par la population en général sont limitées au Kirghizstan.

Les statistiques officielles indiquent un taux relativement faible de crimes signalés dans la société kirghize, un taux qui semble avoir régressé depuis les premières années qui ont suivi l'indépendance. En 1993, le nombre total de crimes s'élevait à 42.495; en 2001, ce chiffre a chuté à 39.986³¹. Toutefois, le nombre de meurtres par rapport à la population totale présente une faible hausse au fil du temps. Avec 6 décès en 2000, 11 en 2001, 9 en 2002 (0,2 par 100.000 habitants)³², le nombre officiel de décès par arme à feu reste peu élevé et n'affiche aucune tendance manifeste à la hausse. La proportion de meurtres commis à l'aide d'une arme à feu est relativement petite, ce qui représente un indicateur supplémentaire de la faible disponibilité des armes (voir tableau 10.2).

Figure 10.1 L'opinion publique et la détention des armes à feu



Des taux très modérés de blessures et de meurtres par arme à feu semblent confirmer l'hypothèse selon laquelle les armes illégales et la détention d'armes par la population en général sont limitées au Kirghizstan.

Par ailleurs, dans l'enquête réalisée auprès des ménages des districts de Batken et d'Osh, seuls 2,5% ont coché le «vol à main armée» pour identifier les types de crimes les plus répandus. En revanche, le «vol» et les «troubles liés à la consommation excessive d'alcool» ont été cités très souvent.

Les statistiques sur la criminalité confirment la tendance à une détention d'armes plus élevée dans les zones urbaines que dans les régions rurales. Entre 2001 et 2003, 65% des 325 délits armés signalés ont eu lieu dans des centres urbains. Les analystes du MVD estiment entre deux et trois le nombre de délits liés aux armes légères survenant chaque mois à Bichkek (Kirghizstan, 2003).

Tableau 10.2 Taux de meurtres par arme à feu

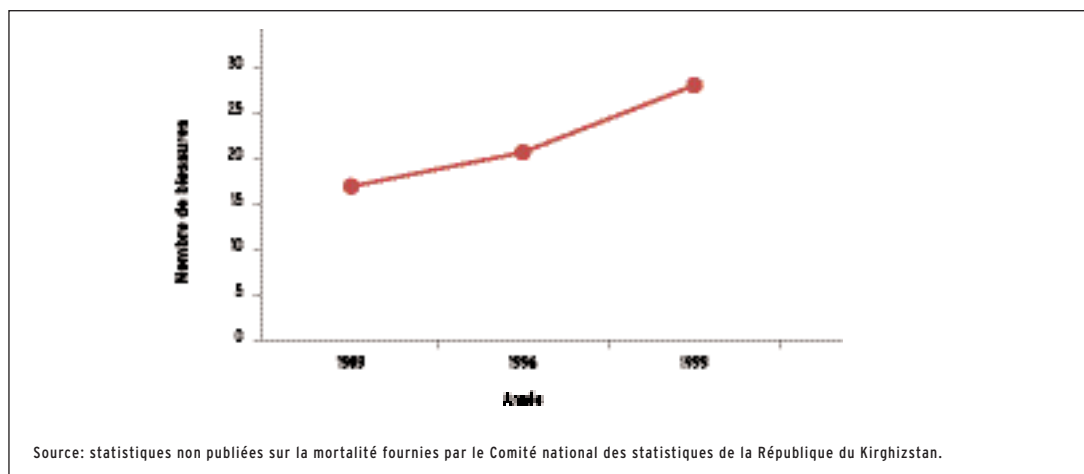
Pays	%
Argentine	58,47
Angleterre et Pays de Galle	7,80
Hongrie	21,46
Kirghizstan	10,65
Tadjikistan	83,30
Etats-Unis	63,39

Source: OMS (2003)

Les blessures par balle

Les statistiques sanitaires nationales montrent une légère augmentation de la violence et des blessures imputables aux armes à feu. 17 blessures accidentelles dues à des armes ont été enregistrées en 1981 contre 21 en 1996 et 26 en 1999. Les chiffres pour 1989, qui représentent les seules statistiques disponibles réparties par sexe, ne révèlent aucune blessure accidentelle par les armes parmi les femmes. De plus, les interviews du personnel médical de Bichkek indiquent qu'il rencontre rarement des cas de traumatismes causés par les armes chez des patients de sexe féminin. Il constate également que, d'une manière générale, les couteaux sont utilisés plus fréquemment que les armes à feu dans les disputes conjugales³³. Les responsables des centres de crise pour femmes confirment d'après leurs statistiques que les armes sont rarement utilisées dans le cadre des violences à l'égard des femmes au Kirghizstan³⁴. Les blessures par balle parmi la population de sexe masculin tendent à se concentrer dans la tranche d'âge de 15 à 39 ans. Les chiffres relatifs aux blessures au Kirghizstan sont considérablement inférieurs à ceux du Tadjikistan, où à Dushanbe, deux à trois patients sont admis chaque mois dans un même hôpital municipal pour cause de blessures par balle³⁵.

Figure 10.2 Nombre de blessures par balle, de 1989 à 1999



LES PERCEPTIONS DE LA SÉCURITÉ

Les perceptions de la sécurité personnelle se sont améliorées depuis 1991. Les analystes locaux constatent que la période qui a suivi immédiatement l'indépendance a été une période de crise et d'insécurité au cours de laquelle les citoyens se sont parfois montrés plus enclins à s'armer pour assurer leur propre sécurité³⁶. Treize ans après la scission de l'Union soviétique, les tendances au sein de l'Etat et de la société kirghize sont devenues plus prévisibles. S'il subsiste toujours une certaine ambiguïté dans les relations entre la police et les civils (notamment sur les suspicions de corruption), les lois et l'ordre élémentaires, et par conséquent la sécurité personnelle, semblent être assurés par les structures de maintien de l'ordre³⁷. Dans ces deux contextes toutefois, en raison des faibles niveaux de détention d'armes, les armes légères ne constituent pas un facteur majeur susceptible d'influencer les scénarios et les perceptions de la criminalité.

En précisant leur perception de la sécurité, presque toutes les personnes interrogées (98,7%) ont déclaré qu'aucun membre de la famille n'avait été menacé ou intimidé par l'usage d'armes au cours des trois derniers mois. La moitié des personnes interrogées (53%) ont estimé que leur sécurité personnelle n'avait pas évolué au cours de la dernière décennie, tandis que 37% ont déclaré qu'elle s'était détériorée. La plupart des personnes interrogées estimaient leur niveau de sécurité équivalent (52%) ou meilleur (33%) que dans d'autres régions du pays.

Encadré 10.4 La violence ethnique au sud du Kirghizstan³⁹

Au cours de la semaine du 4 juin 1990, des violences entre des groupes d'origines ouzbèke et kirghize ont éclaté dans la ville d'Osh et dans les villages environnants, déclenchées par des litiges d'ordre foncier. L'organisation nationaliste kirghize Osh Aymaghi a exigé que les terres appartenant à la ferme collective ouzbèke soient distribuées aux Kirghizes pour des projets de logement. Lorsque les autorités ont commencé à réaffecter des petits lopins de terre, les hostilités ont éclaté dans la banlieue de la ville d'Osh. Le lendemain, la violence s'est propagée à Uzgen et à d'autres régions proches. La crainte d'attaques et les promesses de vengeance des deux côtés ont contribué à l'escalade des hostilités. Les émeutes ont pris fin avec l'instauration de l'état d'urgence et l'intervention des troupes soviétiques afin d'empêcher les populations ouzbèkes d'Andijan, dans l'Ouzbékistan voisin, de se joindre à l'émeute⁴⁰. Les sources officielles font état de 120 Ouzbeks, de 50 Kirghizes et d'un Russe tués. La commission d'enquête a enregistré plus de 5.000 crimes, dont des meurtres, des viols et des pillages. La plupart des observateurs estiment que le nombre de décès est probablement supérieur à 171⁴¹.

Les autorités kirghizes et les responsables de la police soulignent qu'il n'y a eu aucun usage généralisé des armes légères pendant les émeutes. Par contre, les manifestants ont utilisé des couteaux, des haches et des outils agricoles. Les procès-verbaux des procédures judiciaires contre les auteurs mentionnent que de nombreux crimes, dont des meurtres, ont été commis sans le recours aux armes à feu; néanmoins, les armes légères (en particulier les pistolets et les fusils de chasse) ont également servi dans différents délits signalés.

Les organes de police et les autorités locales n'ont pas prévu ces soulèvements ni réagi efficacement à ces derniers. Toutefois, le Kirghizstan est le seul Etat de l'ancienne Union soviétique à avoir initié une procédure judiciaire majeure suite à ces troubles ethniques massifs. Cette évolution indique que les structures de police au Kirghizstan ont continué à fonctionner relativement bien au cours de la période qui a suivi immédiatement le passage du pays de République soviétique à Etat autonome.

Les événements d'Osh et d'Uzgen survenus en 1990 constituent le conflit ethnique le plus sérieux enregistré à ce jour au Kirghizstan. Néanmoins, des incidents moins graves ont éclaté dans le sud du pays, notamment des affrontements entre Tadjiks et Kirghizes dans la région de Batken en 1989. En janvier 2003, les tensions se sont intensifiées entre Tadjiks et Kirghizes du district de Batken concernant les nouveaux postes de contrôle des frontières, mais les combats ont pu être évités. Les frustrations relatives aux prétendus avantages politiques du groupe auquel appartiennent les propriétaires et les luttes pour les maigres ressources, comme l'eau et les terres, prennent une tournure ethnique. Aucun élément n'indique que ces causes sous-jacentes d'hostilité disparaîtront dans un avenir proche.

Les données extraites des interviews tendent à suggérer que les animosités persisteront entre les deux communautés de cette région. Ce phénomène est exacerbé par une sous-représentation manifeste des Ouzbeks à la fois dans les administrations locales et au niveau national ainsi que par des tensions permanentes entre les deux gouvernements sur la démarcation et le contrôle des frontières. En résumé, il y a eu et il subsiste des risques de conflit le long des lignes de démarcation ethniques dans cette région du Kirghizstan.

LES ATTITUDES CULTURELLES À L'ÉGARD DES ARMES

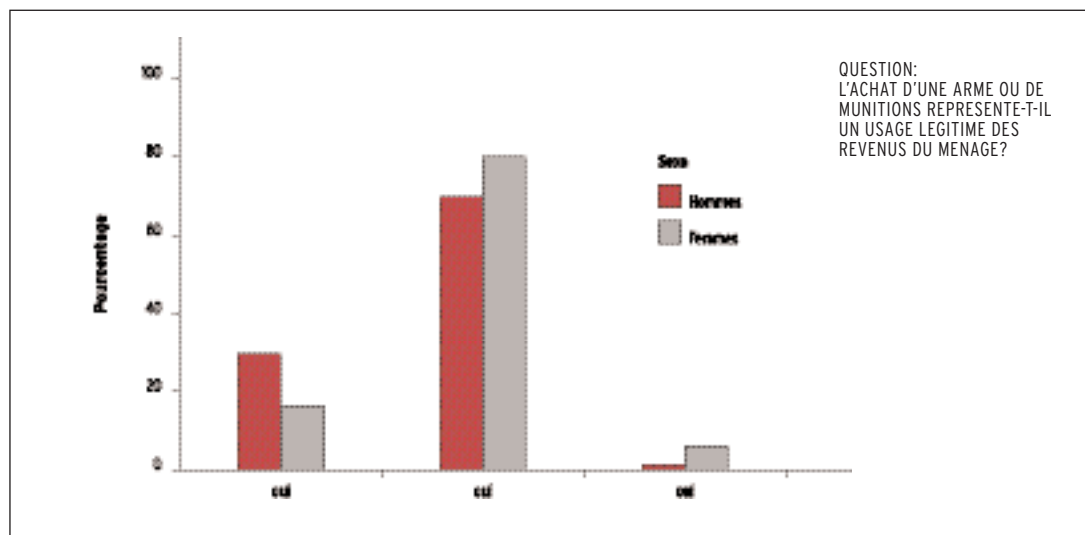
Le Kirghizstan possède une culture des armes non permissive. Comme en témoigne le proverbe selon lequel «même une arme déchargée tire une fois par an», la société kirghize est consciente des risques associés à la prolifération des armes et décourage leur utilisation abusive. L'enquête réalisée auprès des ménages confirme ces attitudes. Une grande majorité des personnes interrogées a déclaré que l'achat d'une arme ne représentait pas un usage légitime des ressources du ménage et considérait que les armes contribuaient davantage à mettre les ménages en péril qu'à les protéger. Les représentants des organisations de femmes et des centres de crise affirment que la détention d'armes n'est que faiblement associée à la virilité. Si l'on se réfère aux informations extraites des interviews, il semble correct de conclure que, dans la culture kirghize, la détention d'armes ne représente pas un composant essentiel dans la construction de l'identité masculine et que les questions liées à l'image de la virilité et de l'estime de soi n'engendrent pas une hausse de la demande pour les armes.

L'enquête a montré qu'un nombre légèrement supérieur de femmes que d'hommes (81% contre 69%) estimait qu'il était non fondé de consacrer les revenus du ménage à l'achat d'armes. Contre toute attente, d'autres questions destinées à révéler des vues divergentes entre hommes et femmes ont provoqué des réponses similaires de la part des deux groupes.

Certaines données tendent à suggérer que les attitudes à l'égard de la détention et de l'utilisation des armes seraient différentes en cas de situation conflictuelle. A la question de savoir s'ils défendraient leur village contre une attaque (comme cela a été le cas au cours de la période de conflit ethnique au début des années 90), 69% ont répondu par l'affirmative. 46% ont déclaré qu'ils utiliseraient une arme en cas d'attaque. Les réponses ont dévoilé un schéma de conformité ethnique, propulsant la question de la disponibilité des armes au premier plan.

Une grande majorité des personnes interrogées a répondu que l'achat d'une arme ne représentait pas un usage légitime des revenus du ménage.

Figure 10.3 Opinion publique relative à la légitimité des armes à feu achetées par les ménages



Dans la culture kirghize, la détention d'armes ne constitue pas une composante essentielle dans la construction de l'identité masculine.

LA DISPONIBILITÉ DES ARMES

L'enquête auprès des ménages demandait aux intéressés de quelle manière «une personne de leur voisinage qui, pour l'une ou l'autre raison, nécessiterait une arme, pourrait se la procurer». Bon nombre d'entre eux (30,5%) ont répondu que cette personne aurait à «se renseigner dans son entourage», tandis que 21% ont affirmé que des armes seraient disponibles «au marché noir». Ces deux réponses indiquent que la population croit qu'il existe des canaux informels permettant d'acheter des armes dans le sud du Kirghizstan. Néanmoins, il convient de garder à l'esprit que, même si les personnes interrogées supposent l'existence de ces canaux informels, il est peu probable qu'elles soient elles-mêmes liées ou aient accès au commerce des armes au marché noir.

En revanche, seuls 13% ont répondu que ladite personne pouvait «obtenir un permis et en acheter une». La faible popularité des canaux officiels n'est pas surprenante, vu qu'il n'existe qu'un seul magasin vendant des armes légales dans la région (ville d'Osh). Seuls 5% ont indiqué que la personne pouvait obtenir des armes si elle «connaissait l'existence d'une cache». Curieusement, cette possibilité a été choisie par davantage de personnes dans le district d'Osh que dans celui de Batken, alors que la plupart des caches sont censées être dissimulées dans le district de Batken. Ceci souligne une coupure significative entre les rebelles islamiques et la population locale. A la question de savoir s'ils pouvaient indiquer les régions voisines où des armes seraient éventuellement disponibles, la majorité a indiqué des districts au Tadjikistan: le district autonome de Gorno Badakhshan (36%) et le district de Sogd (17%).

LE MARCHÉ NOIR

Si l'on en croit les interviews des observateurs informés, les pistolets Makarov et les Kalachnikovs seraient les principales armes en circulation sur le marché noir au Kirghizstan⁵⁰. Les estimations de prix pour une Kalachnikov varient entre 500 et 1.500 USD⁵¹, ce qui représente des prix très élevés en comparaison avec d'autres pays. Ces prix exorbitants s'expliquent principalement par la disponibilité et l'approvisionnement relativement modérés des armes. Le prix des armes a augmenté aux marchés noirs de Bichkek et d'Osh.

A Dushanbe, au Tadjikistan, au contraire, les prix ont augmenté durant la période antérieure à 1994-95 avant de retomber à partir de 1997, année marquée par la fin de la guerre civile et la consolidation de la position du gouvernement. L'augmentation initiale des prix à Dushanbe a été générée par une hausse de la demande. Il est probable que la chute des prix est due à une baisse de la demande, puisqu'elle s'est produite parallèlement aux mesures de répression que le gouvernement a appliquées en matière de détention d'armes illégales. Il se peut que l'approvisionnement ait été restreint en raison de l'absence relative de négociants en armes et l'application de sanctions lourdes à l'encontre de la contrebande d'armes. Il convient de mentionner que les prix sont inférieurs dans la ville australe d'Osh, située à proximité de la frontière tadjike. Bien que les agents du maintien de l'ordre soulignent que le marché noir est mineur au Kirghizstan, ils estiment que 20 à 25% des quelques armes illégales circulant dans le pays proviennent de la contrebande frontalière, 30 à 35% de vols au sein de l'armée, le reste étant des anciens fusils de chasse et des armes artisanales⁵².

Encadré 10.5 Les incursions de rebelles islamiques sur le territoire du Kirghizstan

En 1999-2000, des activistes du Mouvement islamique d'Ouzbékistan (MIO) ont fait plusieurs incursions au Kirghizstan depuis le Tadjikistan. Le MIO trouve son origine dans la Vallée de Ferghana et certains de ses membres ont combattu aux côtés de l'Opposition tadjike unie (OTU) lors de la guerre civile tadjike. Le MIO s'est établi plus tard en Afghanistan, où ses membres ont reçu une formation et un appui financier d'Al-Qaïda. Au cours de ces incursions, le MIO a exigé du gouvernement ouzbek qu'il libère tous les activistes religieux emprisonnés en Ouzbékistan, rouvre les mosquées fermées antérieurement, autorise les vêtements musulmans en Ouzbékistan et introduise l'observation de la Sharia (ICG, 2000b). Les estimations relatives à la taille du MIO varient considérablement. Les observateurs internationaux, établis à proximité des bases de MIO au Tadjikistan, estiment que ses effectifs n'ont jamais excédé 50 à 60 combattants⁴⁵, contrairement aux articles de presse, citant généralement des sources militaires russes, qui les estiment à 5.000 combattants (ICG, 2000b, p.5).



Les soldats kirghizes s'entraînent à pointer des lance-grenades sur la base militaire de la ville d'Osh, Kirghizstan, au cours de la crise des otages dans les villages de montagne en août 1999.

© AP/Michael Rohbart

La première incursion a eu lieu le 6 août 1999. Le groupe a capturé quatre premiers otages qui ont été libérés ultérieurement. Le 22 août, le groupe s'est emparé de 13 autres otages à proximité du village de Kan dans la région de Batken. Les hostilités ont éclaté entre l'armée kirghize et les activistes lorsque les rebelles se sont approchés de l'enclave ouzbèke de Sock, entourée par le territoire kirghize. Des avions de combat ouzbeks ont bombardé les régions du Kirghizstan où les rebelles s'étaient établis, sans l'autorisation du gouvernement. Les rebelles ont libéré les otages le 25 octobre 1999 et sont retournés au Tadjikistan (ICG, 2000a).

Une nouvelle incursion à grande échelle a eu lieu l'année suivante. À plusieurs reprises en août et en septembre 2000, des groupes distincts de combattants du MIO sont entrés en

Ouzbékistan et au Kirghizstan. La vallée de Karavshi, qui mène à l'enclave tadjike de Vorokh, en territoire kirghize, représentait une zone essentielle d'activité pour le MIO au Kirghizstan⁴³. Les responsables du gouvernement affirment que 50 soldats et garde-frontières kirghizes ont perdu la vie au cours des événements survenus en 1999 et 2000, contre au moins 120 morts dans le camp du MIO⁴⁴.

Le Service de sécurité nationale du Kirghizstan a découvert dix caches d'armes dans les montagnes à proximité de Batken⁴⁵. La plus grande cache a été découverte en juin 2000. La majorité des armes était de fabrication soviétique, certaines autres d'origine chinoise et belge. Quelques grenades américaines ont également été retrouvées⁴⁶. Les découvertes récentes ont été plus modestes, la dernière en date (en juillet 2003) ne contenant qu'une maigre réserve de 200 cartouches de fusils d'origine chinoise⁴⁷.

Le gouvernement kirghize n'était pas préparé aux incursions en 1999. Toutefois, après le premier raid, de nouveaux postes-frontières ont été érigés et des soldats ont été réaffectés au sud⁴⁸. Tous les pays d'Asie centrale ont renforcé leurs contrôles aux frontières, un phénomène qui a entravé le mouvement des populations locales. La plupart des négociants transfrontaliers ont été contraints de verser des pots-de-vin aux garde-frontières et certains civils ont été tués pour avoir tenté de passer les frontières illégalement. L'Ouzbékistan a unilatéralement miné ses frontières avec le Kirghizstan.

De nombreux soldats ayant servi dans le cadre des opérations de Batken, étaient des vétérans de la guerre en Afghanistan. Les soldats de l'armée kirghize ont souligné que l'équipement utilisé pour combattre le MIO était obsolète: les armes à feu, les mitrailleuses et les lance-grenades dataient de 1974. Ils ont également affirmé n'avoir perçu qu'un pourcentage minime de la solde promise (50 USD par jour en 1999), certains affirmant n'avoir reçu que 28 USD au total (IWPR, 2000). Les analystes sur place constatent que c'est précisément cette solde dérisoire et irrégulière qui a encouragé le personnel militaire à vendre des équipements, dont des armes, au marché noir⁴⁹.

Tableau 10.3 Le prix des armes au marché noir en 2003 (USD)

	AK-47	Pistolets Makarov
Bichkek (Kirghizstan)	800 à 1.000	300 à 500
Dushanbe (Tadjikistan)	400	500 à 600
Osh (Kirghizstan)	250 à 1.200	50 à 80

Remarque: les prix sont approximatifs et ont été mentionnés dans les interviews confidentielles d'un responsable du Service de sécurité nationale de la République du Kirghizstan, le 17 juillet 2003; d'un ancien trafiquant de stupéfiants dans les districts d'Osh et de Batken, le 7 août 2003; d'un ancien officier tadjik du MVD, le 20 août 2003. A Dushanbe, après 1996, les prix des pistolets Makarov ont augmenté par rapport à ceux des Kalachnikovs, en raison des mesures répressives instaurées par le gouvernement à l'encontre de la détention d'armes. Plus faciles à dissimuler, les Makarov ont fait l'objet d'une demande accrue.

LA PRODUCTION ET LE COMMERCE DES ARMES

Le Kirghizstan ne recense pas de production d'armes, bien que durant l'ère soviétique, la république ait été un grand producteur de munitions destinées aux forces armées soviétiques, comblant jusque 30% de leurs besoins⁵³. La production de munitions se poursuit dans l'usine de machine-outil de Bichkek (Bishkekskii Mashinostroitel'nyi Zavod). En 1996, le Kirghizstan représentait le 13^e plus grand exportateur de munitions, en termes de valeur, la majorité des exportations étant destinée aux anciens pays communistes⁵⁴. Un seul cas d'exportation d'armes légères militaires en provenance du Kirghizstan a été enregistré: 199 kg d'armes militaires à destination de la Slovaquie en 2000. Un seul transfert de munitions illégales a également été signalé: en 2000, le Kirghizstan a vendu à l'Arménie (Moscovskiy Konsomolets, 2001) trois millions de cartouches de calibre 5,45 pour des fusils d'assaut, pour une valeur de 180.000 USD⁵⁵. Il se peut que certaines de ces exportations aient été approuvées officiellement. L'Arménie, par exemple, représente l'un des partenaires de défense du Kirghizstan dans le cadre du Traité de sécurité collective⁵⁶. D'autres, toutefois, désignent la corruption et l'absence de contrôles efficaces sur les exportations. L'absence d'un complexe industriel militaire national, à l'exception de la production de munitions, restreint manifestement les possibilités du Kirghizstan en tant qu'exportateur légal ou illégal d'armes.

Tableau 10.4 Les exportations (déclarées) du Kirghizstan: munitions et pièces d'armes légères

Destination	Valeur commerciale en USD/an	
	1995	1996
Bulgarie	2.004.399	225.000
Chine	225.000	264.000
Inde	n/a	453.500
Kazakhstan	93.800	402.199
Fédération de Russie	542.000	257.699
Tadjikistan	n/a	156.000
Ouzbékistan	4.941.000	2.785.100
Total	7.806.199	4.543.498

Remarque: il est probable que le tableau sous-estime considérablement le commerce des armes légères au Kirghizstan.

Source: base de données Comtrade, base de données de la NISAT

Carte 10.1 Les principaux exportateurs de munitions et de pièces d'armes légères signalés en 1996



LE TRAFIC

Trois grandes catégories d'armes ont circulé en Asie centrale. La première procède du retrait des forces et de l'équipement soviétique de l'Afghanistan en 1989, suivi par la fourniture d'armes en provenance de Russie et d'autres pays à leurs alliés afghans. Le deuxième afflux s'est traduit par l'armement des différentes factions lors de la guerre civile tadjike de 1992 à 1997. Ces armes provenaient principalement de Russie, d'Ouzbékistan, d'Iran et d'Afghanistan. Le troisième afflux a trait à l'intensification des livraisons d'armes à l'Alliance du Nord dans le sillage du 11 septembre 2001 et au réarmement du gouvernement de Kaboul.

La majorité des livraisons associées au retrait des Russes de l'Afghanistan a transité par la frontière qui sépare l'Ouzbékistan de l'Afghanistan plutôt que par le Kirghizstan et le Tadjikistan, vu que les infrastructures de transport dans le sud de l'Ouzbékistan étaient mieux développées⁵⁷. L'approvisionnement des factions en guerre au Tadjikistan entre 1992 et 1997 provenait de différentes sources. Les Russes ont approvisionné en armes les forces du gouvernement au cours de la guerre civile⁵⁸. Les fournitures russes destinées au gouvernement ont été acheminées, très probablement, par les aéroports situés dans les zones contrôlées par le gouvernement, notamment Kuljab, ainsi que via l'ancienne chaîne d'approvisionnement russe reliant Osh à Murgab⁵⁹. Bien que les fournitures militaires russes aient principalement alimenté les forces russes et celles du gouvernement tadjik, des interviews d'anciens combattants ont révélé que les vols dans les stocks russes, destinés à alimenter toutes les factions de la guerre civile, étaient endémiques.

Le matériel fourni par les Russes à l'Alliance du Nord en Afghanistan, après la prise de pouvoir des Talibans en 1996 et en particulier après 2001, n'a probablement pas transité directement depuis l'Ouzbékistan vers l'Afghanistan, vu la décision ouzbèke de fermer les frontières avec ce pays. Par conséquent, il est probable que la Russie a fait parvenir les armes à l'Alliance du Nord par voie aérienne ou via la route citée plus haut, qui relie Murgab à Osh. L'Alliance du Nord a également reçu des armes de l'Iran et d'autres Etats. L'utilisation du territoire du Kirghizstan comme plaque tournante pour cette aide est illustrée par l'incident ferroviaire d'Osh en 1998 (voir encadré 10.6).

Il n'est pas exclu que le Kirghizstan lui-même ait agi comme pays fournisseur durant la guerre civile tadjike. Si l'on se réfère à la logique de l'offre et de la demande, il est probable que des armes originaires du Kirghizstan soient entrées au Tadjikistan. En 1996-97, un pistolet Makarov coûtait entre 900 et 1.000 USD à Dushanbe, contre 120 USD à Osh. Par conséquent, il est probable que les nombreux vols dans les stocks de l'armée au Kirghizstan, que

nous avons décrits ci-dessus, ont quitté le pays à destination du Tadjikistan. Jusqu'en 1999, la frontière entre le Tadjikistan et le Kirghizstan n'était pas gardée, à l'exception de quelques postes-frontière sur les routes principales⁶³. Néanmoins, il n'existe aucun enregistrement de cargaisons officielles d'armes kirghizes à destination du Tadjikistan. En outre, les interviews avec les anciens combattants au Tadjikistan n'ont fait aucune mention de livraisons d'armes importantes à partir du Kirghizstan⁶⁴, ce qui tend à suggérer que les livraisons d'armes originaires du Kirghizstan concernaient de faibles quantités probablement sur l'initiative de vendeurs et d'acheteurs individuels.

Encadré 10.6 Les armes destinées à l'Afghanistan transitent par le Kirghizstan⁶¹

Du 4 au 13 octobre 1998, trois trains sont arrivés dans la ville d'Osh, au sud du Kirghizstan, remplis de 700 tonnes d'armes (malgré le peu d'armes légères) et de munitions, cachées sous 300 tonnes de vivres. La cargaison était enregistrée comme «aide humanitaire» destinée à l'Afghanistan. Les trains étant originaires de Mashad (Iran), l'ambassade iranienne au Kirghizstan a été désignée propriétaire de la cargaison. Le convoi avait traversé le territoire turkmène et ouzbek avant d'arriver à Osh. Le troisième train aurait fait un arrêt à Bekabad, en Ouzbékistan, où quatre wagons ont été saisis par les autorités ouzbèkes locales. Les armes et les vivres étaient destinés au Front uni (Alliance du Nord) en Afghanistan.

Plusieurs pays étaient impliqués dans ce transfert d'armes. L'Iran, bien que l'initiateur, avait travaillé en collaboration étroite avec la Russie. Le rôle des gouvernements turkmène, ouzbek et évidemment kirghize reste indéfini. Certaines enquêtes soulignent la complicité du gouvernement kirghize. Néanmoins, dans un entretien avec le Small Arms Survey, Maratbek Imanaliev, ministre des Affaires étrangères de l'époque, a certifié que son ministère ne savait rien de ces arrangements, mais qu'il y avait eu une entente entre les chefs militaires de tous les pays de la région⁶².

L'incident d'Osh éclaire, de manière intéressante, les questions des armes en Asie centrale. Il confirme l'implication persistante des Russes dans la région et souligne l'usage continu des anciennes infrastructures militaires soviétiques. Plus important encore, il illustre le manque de coordination, de contrôle et de surveillance au sein et entre les ministères nationaux et les autorités locales. Les autorités locales qui ont ouvert la cargaison et l'ont exposée aux médias n'auraient pas été informées du contenu des wagons. Le chef du département des douanes d'Osh, I. Masaliev, et le chef du Service de la sécurité d'Osh, le colonel O. Suvanaliev, ont tous deux été limogés après l'incident. Malgré les assurances officielles du gouvernement kirghize attestant que la cargaison avait été réexpédiée vers l'Iran, le Front uni a déclaré ultérieurement avoir reçu les armes.

Existe-t-il actuellement un commerce ou un trafic d'armes transitant par le territoire du Kirghizstan? Les membres de la coalition anti-terroriste continuent de réapprovisionner certains groupes en Afghanistan, en particulier en munitions. La majorité des armes utilisées en Afghanistan sont d'origine soviétique et russe. Par conséquent, les pièces et munitions, des producteurs russes principalement, seraient également très demandées. Il se peut que ces producteurs envoient des marchandises via le territoire kirghize⁶⁵. Contrairement à ce qu'avancent certains analystes, aucune information disponible n'a permis de confirmer l'existence d'expéditions à grande échelle d'armes légères depuis l'Afghanistan via l'Asie centrale. Les analystes affirmant le contraire supposent que les flux d'armes suivent ceux de la drogue (Pirseyedi, 2002). Néanmoins, la plupart des observateurs locaux et des fonctionnaires du maintien de l'ordre au Kirghizstan soutiennent qu'il n'existe pas de trafic d'armes en direction du nord. Le Russie est un grand producteur d'armes, ce qui, à son tour, tend à suggérer que la demande pour des armes originaires d'autres pays que la Russie est faible⁶⁶.

Si les trafiquants de drogues utilisent les armes pour leur défense, rien ne permet d'affirmer que de grandes quantités d'armes accompagnent les cargaisons de drogues. Les services de renseignements d'un pays occidental ont suggéré que les armes pourraient bien faire depuis peu l'objet d'un échange contre des drogues psychotropes⁶⁷. Toutefois, ces rapports isolés des services de renseignements sur le trafic d'armes en direction du nord ne sont pas confirmés par des statistiques de saisies par les garde-frontières kirghizes, ni par les rapports annuels de la Commission d'Etat sur le contrôle des drogues instituée par le président de la République du Kirghizstan⁶⁸. En revanche, à la frontière tadjiko-afghane, les trafiquants de drogues sont lourdement armés, de sorte que des escarmouches sérieuses les opposent presque quotidiennement aux garde-frontières russes ou tadjiks. Les groupes transportant les drogues plus loin vers le Kirghizstan ou l'Ouzbékistan via le Tadjikistan ne sont pas aussi lourdement armés.

S'il semble n'exister aucun flux d'armes importants⁶⁹, le Tadjikistan et le Kirghizstan abritent un certain nombre de caches qui suscitent des inquiétudes. Certaines caches le long de la frontière tadjiko-afghane semblent principalement destinées à protéger les trafiquants de drogues pris dans les escarmouches avec les garde-frontières. D'autres ont été abandonnées au Tadjikistan, après la guerre civile, par des combattants de

Contrairement à ce qu'avancent certains analystes européens, aucune information disponible n'a permis de confirmer l'existence d'expéditions à grande échelle d'armes légères depuis l'Afghanistan via l'Asie centrale.

Aucune information disponible ne permet de déterminer que les groupes qui organisent le trafic de femmes sont également impliqués dans le commerce des armes illégales.

l'opposition appartenant à des groupes pour la plupart inactifs à l'heure actuelle. D'autres encore sont toutefois des arsenaux du MIO au Tadjikistan et au Kirghizstan. Quelque dix caches d'armes ont été découvertes dans les montagnes du Kirghizstan (voir encadré 10.5). Ces armes ont probablement été transportées au Kirghizstan avant la première grande incursion du MIO en 1999. Le MIO continue d'opérer en Asie centrale, bien que sous une forme nettement amoindrie. En août 2003, un groupe de 20 à 25 combattants du MIO non armés aurait été signalé dans la région d'Ishkashim et se serait infiltré ensuite sur le territoire kirghize et ouzbek⁷⁰. Le fait que ces combattants soient non armés lors de leur passage tend à suggérer la présence persistante de caches en Asie centrale. Néanmoins, si l'on tient compte de l'inventaire des caches découvertes récemment par les autorités, ces dépôts d'armes dans les montagnes semblent relativement modestes.

Le Kirghizstan se livre à un trafic de femmes de grande envergure. L'Organisation internationale pour la migration (OIM) estime à 4.000 le nombre de femmes étant victimes du trafic chaque année, la plupart quittant le pays depuis l'aéroport d'Osh⁷¹. Aucune information disponible ne permet d'affirmer que les groupes organisant le trafic de femmes sont également impliqués dans le commerce d'armes illégales. Vu l'absence de lien entre les drogues et les armes, on peut raisonnablement supposer, pour des raisons similaires, qu'il n'existe aucun lien notoire entre le trafic de femmes et celui des armes.

CONCLUSION

La littérature, dans sa quasi-totalité, reprend l'opinion couramment admise que l'ensemble de l'Asie centrale est noyé sous les armes. L'analyse relative aux armes légères au Kirghizstan a montré que les nombreux facteurs qui concourent fréquemment à l'apparition des problèmes liés aux armes légères sont présents dans la région: le déclin économique, un gouvernement faible et illégitime, des structures de maintien de l'ordre fragiles, une corruption généralisée, des injustices régionales, une frustration sociale substantielle, ainsi que l'aspect non négligeable que forment les tensions ethniques. Néanmoins, malgré les problèmes économiques, sociaux et politiques d'envergure auxquels le Kirghizstan est confronté, les armes légères ne représentent pas un problème de sécurité majeur dans ce pays. La détention d'armes légales est faible et concerne principalement des fusils de chasse. La détention illégale est difficile à quantifier mais ne semble exercer qu'un impact minime. Si des vols ont été commis, ils semblent n'avoir été que sporadiques, en régression au fil du temps et du reste relativement peu importants. L'usage des armes et le taux de mortalité et de blessures qui y est associé est relativement faible et ne semble pas progresser. La population ne perçoit aucune menace significative dans le chef des armes légères. Peu de données permettent de confirmer les allégations selon lesquelles le Kirghizstan serait un pays de transit crucial pour le commerce des armes légères. S'il est relativement indéniable que le Kirghizstan représente une plaque tournante importante pour le narcotrafic, le Kirghizstan joue également le rôle de source et d'intermédiaire dans le trafic d'êtres humains. Que ce soit au Kirghizstan ou ailleurs, il est pratiquement impossible d'obtenir des preuves manifestes que les personnes impliquées dans ces activités passent également en contrebande des quantités considérables d'armes légères. Néanmoins, les prix et l'absence de confiscation à grande échelle d'armes auprès des trafiquants tendent à suggérer que le lien entre le trafic d'armes et celui des drogues et des êtres humains ne représente pas un problème majeur dans le pays. En résumé, le Kirghizstan semble être un environnement relativement inoffensif en matière d'armes légères.

Ces conclusions trouvent leur explication dans des éléments historiques, économiques, sociaux et culturels. Dans un premier temps, le Kirghizstan n'a pas été un site d'entreposage d'armes important durant l'ère soviétique, de sorte que les vols dans les arsenaux et les déploiements militaires soviétiques ont été moins importants que dans d'autres républiques soviétiques (tels que le Tadjikistan, la Géorgie et la Moldavie). En outre, le simple fait que le Kirghizstan n'ait pas connu un conflit civil à grande échelle implique que les structures gouvernementales ne se sont pas effondrées. Selon les informations extraites des interviews, elles ont conservé de nombreux aspects de la culture qui date de l'époque soviétique et qui implique un contrôle strict sur les armes. Les armes de chasse sont coûteuses et étaient détenues autrefois,

de manière disproportionnée, par une minorité russe, qui a émigré en grand nombre au cours des premières années qui ont suivi l'indépendance du pays.

L'étude du Kirghizstan a révélé que le degré et l'importance de la détention d'armes légères sont moins alarmants qu'on ne le pensait antérieurement. Cette conclusion peut sembler surprenante au premier abord, vu le déclin économique et la fragmentation sociale au Kirghizstan, le conflit armé dans les pays voisins, ainsi que les niveaux élevés de criminalité organisée, des phénomènes que l'on pense souvent associés à la criminalité armée. Néanmoins, le Kirghizstan ne correspond pas au schéma prévu et souligne dès lors la nécessité de remettre en question les généralisations régionales et de mieux comprendre les processus qui mènent à la détention et à l'usage abusif des armes légères.

10. LISTE DES ABRÉVIATIONS

BOMCA	Border Management in Central Asia – Programme de gestion des frontières en Asie centrale
EXBS	Export Control and Related Border Security Assistance – Programme de contrôle des exportations et de sécurité des frontières
FTI	Foundation for Tolerance International
ICG	International Crisis Group
IWPR	Institute for War and Peace Reporting
MIO	Mouvement islamique d'Ouzbékistan
MVD	Ministère des Affaires intérieures
OIM	Organisation internationale pour les migrations
ONG	Organisation non gouvernementale
ONUDC	Office des Nations unies contre la drogue et le crime
ONUCDPC	Office des Nations unies pour le contrôle des drogues et la prévention du crime
OSCE	Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe
OVD	Administration interne d'Oblast (district)
PNUD	Programme des Nations unies pour le développement
UE	Union européenne
URSS	Union des républiques socialistes soviétiques

10. NOTES DE FIN

- ¹ Pour une analyse des origines et de l'évolution du MIO, voir Rashid (2002, en particulier p. 137-86).
- ² Pour un compte rendu utile des modifications politiques intervenues dans le sillage des événements d'Aksy, voir Freedom House (2003, p. 332).
- ³ Ces mots sont extraits de l'inscription sur le mémorial dédié aux victimes d'Aksy, érigé le long de la route de Kara Suu à Kerben dans la région d'Aksy.
- ⁴ On ne peut établir avec certitude le nombre de blessés, ni si les forces de police comptent des blessés. Le 18 mars 2002, les responsables du gouvernement ont affirmé que 47 officiers de police avaient été blessés. RFE/RL (2002). Une liste établie par l'ONG neutre Foundation for Tolerance International fait état de 6 morts et de 27 blessés.
- ⁵ Interview d'un responsable d'une ONG à Aksy, le 25 août 2003 et des représentants de l'opposition locale à Kara Suu, village de la région d'Aksy, le 26 août 2003.
- ⁶ Après avoir visionné l'enregistrement vidéo des événements réalisés par le MVD, des observateurs ont déclaré avoir pu identifier la voix du responsable régional du MVD ordonnant aux soldats d'ouvrir le feu. Interview confidentielle, Aksy, le 26 août 2003.
- ⁷ Compte-rendu d'un témoin oculaire obtenu par le Small Arms

- Survey auprès des villageois de Karagyach, région d'Aksy. Le compte-rendu du témoin oculaire est l'un des nombreux témoignages transmis par IWPR à la commission gouvernementale chargée d'enquêter sur les événements d'Aksy.
- ⁸ Kirghizstan (1994, chapitre 3, paragraphe 4).
 - ⁹ RFE/RL (2002).
 - ¹⁰ Interview d'un responsable d'une ONG à Aksy, le 25 août 2003.
 - ¹¹ Estimations d'un représentant d'une ONG à Aksy, le 25 août 2003.
 - ¹² *Central Asia – Caucasus Analyst* (2003); RFE/RL (2003).
 - ¹³ Les principales dispositions sont extraites de la loi sur les armes de juin 1999.
 - ¹⁴ Interview du colonel Karavai Asanaliev, directeur adjoint des affaires académiques, Académie du MDV de la République du Kirghizstan, Bichkek.
 - ¹⁵ Interview de M. Kenjesariiev, chef du département de la coopération militaire et technique, ministère de la Défense de la République du Kirghizstan, 28 août 2003.
 - ¹⁶ Interview de M. Kenjesariiev, chef du département de la coopération militaire et technique, ministère de la Défense de la République du Kirghizstan, le 28 août 2003. Selon l'étude du Small Arms Survey, des mitrailleuses lourdes, des lance-grenades et des munitions ont été exportés vers le Kirghizstan en 1999 (Pyadushkin, 2003).

- ¹⁷ Ni les archives sur les armes dans les départements régionaux (district) du ministère des Affaires intérieures ni les registres d'inscription de l'Association des chasseurs ne sont informatisés. Tous les permis relatifs aux armes de chasse sont octroyés sur la base de l'adhésion à l'Association des chasseurs. Toutefois, en 2002, les registres du district de Batken faisaient état de 10 membres, tandis que les archives du département du ministère des Affaires intérieures à Batken mentionnent 472 chasseurs disposant de 484 armes de chasse enregistrées pour cette même année. On ne peut établir comment cet écart s'est produit, ni par ailleurs si les organes locaux de maintien de l'ordre en sont informés. De la même manière, le vol d'armes survenu récemment à Djalalabad donne à penser que l'application des procédures du MVD destinées à contrôler les stocks d'armes ne se fait pas sans mal (voir encadré 10.4). En résumé, si le cadre légal du Kirghizstan est exhaustif sur papier, il est peu probable que tous les mécanismes de contrôle envisagés aient été effectivement mis en œuvre.
- ¹⁸ Tout au long de ce chapitre, l'Association des chasseurs fera référence à l'Union des sociétés de chasse et de pêche de la République du Kirghizstan.
- ¹⁹ Interview d'Ivan Ivanovich, chef de la section de l'Union des sociétés de chasse et de pêche de la République du Kirghizstan pour le district de Chui, le 16 juillet 2003 et de M. Nazarov, directeur adjoint, Centre de criminalistique, MVD, Bichkek, le 27 août 2003.
- ²⁰ Selon les statistiques relatives aux adhésions à l'Association des chasseurs, les armes enregistrées tendent de plus en plus à se concentrer dans le district de Chui. En 1990, 11.200 des 25.900 membres étaient originaires du district de Chui, alors qu'en 2002, 6.234 des 8.617 membres provenaient de ce même district. Nombre national d'adhérents fourni par l'Association des chasseurs au Small Arms Survey.
- ²¹ Nombre d'adhérents du district fourni au Small Arms Survey par l'Association des chasseurs d'Osh.
- ²² Interview d'Ivan Ivanovich, Chef de la section de l'Union des sociétés de chasse et de pêche de la République du Kirghizstan pour le district de Chui, le 16 juillet 2003.
- ²³ Nombre de membres du district communiqué au Small Arms Survey par l'Association de chasse d'Osh et interview d'Ivan Ivanovich, chef de la section de l'Union des sociétés de chasse et de pêche de la République du Kirghizstan pour le district de Chui, le 16 juillet 2003.
- ²⁴ Les prix concernent les nouveaux fusils de chasse importés légalement disponibles dans les magasins du pays, spécialisés dans les armes et la chasse. L'importateur doit obtenir l'autorisation des autorités kirghizes et russes ainsi que de l'ambassade kirghize à Moscou. Les frais de transport, de douane et d'enregistrement majorent les prix. Les fusils de chasse sont moins chers au Kazakhstan et en Russie, mais l'acheteur doit obtenir personnellement les permis d'importation y afférant. Interview d'Ivan Ivanovich, Chef de la section de l'Union des sociétés de chasse et de pêche de la République du Kirghizstan pour le district de Chui, le 16 juillet 2003.
- ²⁵ M. Nazarov, Directeur adjoint, Centre de criminalistique, MVD, Bichkek, le 27 août 2003.
- ²⁶ Loi sur les armes de la République du Kirghizstan, n° 49, du 9 juin 1999, para. La loi sur les armes autorise également les armes de collection et la détention d'armes remises à des fonctionnaires par le gouvernement à titre de récompense pour les services rendus. Loi sur les armes de la République du Kirghizstan, n° 49, du 9 juin 1999, para. 6, 7.
- ²⁷ Interview de M. Kenjesariiev, chef du département de la coopération militaire et technique, ministère de la Défense de la République du Kirghizstan, le 28 août 2003.
- ²⁸ Interviews d'un représentant du Service de sécurité nationale de la République du Kirghizstan, le 17 juillet 2003 et de M. Nazarov, directeur adjoint, Centre de criminalistique, MVD, Bichkek, le 27 août 2003.
- ²⁹ Interviews: Tugelbaeva Bermeta Galievna, présidente de l'Association des femmes DIAMOND, le 15 juillet 2003, et la représentante du Service de sécurité nationale de la République du Kirghizstan, le 17 juillet 2003.
- ³⁰ Cette conclusion pourrait être mise en doute. Il n'est pas exclu qu'elle reflète une certaine réticence à répondre aux questions sur la présence d'armes dans des régions qui ont connu des tensions dans le passé. En outre, elle peut refléter l'utilisation de l'expression «*strelkovoe*» (fusillade) par opposition à «*obychnoe*» (courant) «*oruzhie*» (arme) dans l'enquête. Le terme *Strelkovoe oruzhie* est souvent assimilé à une arme militaire.
- ³¹ On ne peut établir avec certitude le nombre de crimes non signalés au Kirghizstan; en Union européenne, on estime entre un tiers et la moitié le nombre de crimes signalés.
- ³² Comité national des statistiques de la République du Kirghizstan. Données non publiées.
- ³³ Interview d'Andreï A. Sopuev, directeur adjoint (Recherches scientifiques), Centre national de chirurgie de la République du Kirghizstan.
- ³⁴ Interview de Tugelbaeva Bermeta Galievna, présidente de l'Association des femmes DIAMOND, le 15 juillet 2003.
- ³⁵ Interview d'Artikon Karim Polatovich, responsable de l'Unité scientifique nationale de reconstruction médicale, Dushanbe, le 20 août 2003.
- ³⁶ Interview d'un journaliste indépendant, Bichkek, le 17 juillet 2003.
- ³⁷ Interview d'un journaliste indépendant, Bichkek, le 17 juillet 2003.
- ³⁸ Interview de Bhadir Ismailov, expert juridique de l'OSCE, le 5 décembre 2003.
- ³⁹ La présente section est extraite dans une large mesure de Lubin et Nunn (1999) et Tishkov (1995, p. 133-49).
- ⁴⁰ Interview d'Abdimunon Joldoshev, expert, secrétariat du porte-parole particulier du président la République du Kirghizstan relatif aux investissements étrangers, le 24 juillet 2003.
- ⁴¹ Lubin et Nunn (1999) affirment que les autorités kirghizes ont reconnu avoir causé au moins 300 morts, mais que ce chiffre pouvait être considérablement plus élevé. Le ICG prétend, sur la base des sources du PNUD, que 1.000 personnes au moins ont été tuées au cours des affrontements (ICG, 2001, p. 6).
- ⁴² Interview confidentielle du chef de mission d'une organisation internationale, Dushanbe, le 15 août 2003.
- ⁴³ Interview d'Abdilbek Sahdimono, officier chargé du programme Foundation for Tolerance International, ancien chef du personnel de l'administration du district de Batken, le 29 juillet 2003.
- ⁴⁴ Estimations du nombre de soldats morts communiquées lors de l'interview confidentielle d'un responsable de l'administration du district de Batken, le 30 juillet 2003. Le chiffre de 120 morts parmi les combattants du MIO a été communiqué par le ICG (2000b, p. 5).
- ⁴⁵ Responsable du Service de sécurité nationale de la République du Kirghizstan, le 17 juillet 2003.
- ⁴⁶ Interview d'un responsable du Service de sécurité nationale de la République du Kirghizstan, le 17 juillet 2003.
- ⁴⁷ Interview d'un responsable du Service de sécurité nationale de la République du Kirghizstan, district de Batken, le 30 juillet 2003.
- ⁴⁸ Interviews d'Amankulov Talunbek Sarikevich, Commandant du Service de garde-frontières du Kirghizstan dans le district de Batken, le 31 juillet; de M. Kenjesariiev, chef du département de la coopération militaire et technique, ministère de la Défense de la République du Kirghizstan, le 28 août 2003; de Sheishenbek Baisakov, chef des Affaires internes du district (OVD), district de Batken, le 31 juillet 2003.
- ⁴⁹ Interview d'un journaliste indépendant, Osh, le 22 juillet 2003.
- ⁵⁰ Interview d'un responsable du Service de sécurité nationale de la République du Kirghizstan, le 17 juillet 2003.
- ⁵¹ Kirghizstan (2003). Interviews d'un responsable du Service de sécurité nationale de la République du Kirghizstan, le 17 juillet 2003 et d'un ancien trafiquant de stupéfiants dans les districts d'Osh et de Batken, le 7 août 2003.
- ⁵² Interview d'un responsable du Service de sécurité nationale de la République du Kirghizstan, le 17 juillet 2003.
- ⁵³ Interview de M. Kenjesariiev, chef du département de la coopération militaire et technique, ministère de la Défense de la République du Kirghizstan, le 28 août 2003.
- ⁵⁴ La valeur des exportations s'élevait à 4,5 millions USD. Voir base de données de la Nisat.
- ⁵⁵ Voir également le rapport sur le Kirghizstan de SAFERNET, le Centre canadien de la politique étrangère. <<http://www.ryerson.ca/SAFER-Net/>>.
- ⁵⁶ L'Organisation du Traité de sécurité collective, qui vise à améliorer l'intégration militaire et politique de ses membres, comprend actuellement l'Arménie, la Biélorussie, le Kazakhstan, le Kirghizstan, la Russie et le Tadjikistan.
- ⁵⁷ Interview de M. Leonid Bondarets, Senior Expert, International Institute for Strategic Studies sous l'autorité du président de la

- République du Kirghizstan, Bichkek, le 25 août, 2003.
- ⁵⁸ Interview d'un ancien officier tadjik du MVD, le 20 août 2003.
- ⁵⁹ Actuellement, 50 à 60 camions quittent chaque semaine le sud du Kirghizstan avec du matériel destiné à la 201e division d'infanterie motorisée russe et aux garde-frontières russes stationnés au Tadjikistan.
- ⁶⁰ Interview d'un ancien officier tadjik du MVD, le 20 août 2003.
- ⁶¹ Cet encadré est extrait dans une large mesure de excellentes recherches réalisées par Human Rights Watch (2001), en particulier l'Annexe 1, *Case Study: Supplying the United Front: Iranian and CIS Cooperation*.
- ⁶² Interview de Muratbek Imanaliev, doyen de l'Académie, Université américaine d'Asie centrale, le 29 août 2003. En principe, ce mouvement armé soulève des questions importantes relatives à l'implication des garde-frontières dans le trafic d'armes. Néanmoins, à l'époque (1998), il n'existait aucun service organisé à la frontière du Kirghizstan, de sorte que les frontières avec le Tadjikistan n'étaient pas surveillées.
- ⁶³ Interviews de Sheishenbek Baisakov, chef des Affaires internes du district (OVD), district de Batken, le 31 juillet 2003; d'Amankulov Talunbek Sarikevich, Commandant du Service de garde-frontières du Kirghizstan dans le district de Batken, le 31 juillet; et de Zarif Hudayberdiev, lt.-col., chef du département du MITBC, Service des frontières de la République du Kirghizstan, le 28 août 2003.
- ⁶⁴ Interview d'un journaliste, région de Kulab, Tadjikistan, le 16 août 2003 et d'un ancien officier tadjik du MVD, le 20 août 2003.
- ⁶⁵ Interview d'Alexander Alexeïvich Knjasev, chargé de cours en journalisme international, Université slave russo-kirghize, le 13 août 2003.
- ⁶⁶ Les armes spéciales utilisées par les tueurs professionnels constituent la seule exception probable. En l'occurrence, les armes provenant de l'extérieur de la juridiction où le crime a lieu sont privilégiées.
- ⁶⁷ Interview confidentielle d'un agent des renseignements d'un pays occidental, Bichkek, le 5 août 2003.
- ⁶⁸ Interviews d'Almas Gairfulin, chef adjoint de la Commission d'Etat sur le contrôle des drogues sous l'autorité du gouvernement de la République du Kirghizstan, le 11 juillet 2003, et de Zarif Hudayberdiev, lt.-col., chef du département du MITBC, Service des frontières de la République du Kirghizstan, le 28 août 2003.
- ⁶⁹ Ceci soulève la question singulière de savoir si le Kirghizstan représente un exemple typique ou une exception parmi les pays de la région. Une réponse à cette question nécessiterait toutefois des recherches supplémentaires d'envergure dans les pays voisins.
- ⁷⁰ Informations de source confidentielle et *Eurasia Insight* (2003).
- ⁷¹ Interviews de Fredric Chenais, expert associé, MIO, Bichkek, le 18 juillet 2003 et d'un agent des renseignements américains, Bichkek, le 5 août 2003.

10. BIBLIOGRAPHIE

- Central Asia and the Caucasus Analyst*. 2003. «The OSCE Will Help the Law Enforcement Bodies of Kyrgyzstan». 30 juillet. Eurasianet. 2003. *Eurasia Insight*. «Sightings of IMU Militants Reported in Remote Area of Uzbekistan». 7 septembre. Freedom House. 2003. *Nations in Transit*.
- . 2003. New York: Freedom House.
- FTI (Foundation for Tolerance International). 2002. *Small Arms*. Report. Bichkek: FTI.
- Human Rights Watch. 2001. «Afghanistan: Crisis of Impunity - The Role of Pakistan, Russia, and Iran in Fuelling the Civil War». *Report*, vol. 13, n° 3 (C). Juillet.
- ICG (International Crisis Group). 2000a. *Central Asia: Crisis Conditions in Three States*. ICG Asia Report n° 7. 7 août.
- . 2000b. *Recent Violence: Causes and Consequences*. Central Asia Briefing, 18 octobre.
- . 2001. *Incubators of Conflict: Central Asia's Localised Conflict and Social Unrest*, ICG Asia Report n° 18. 8 juin.
- Interfax (Moscou). 2000. «Kyrgyzstan: Border Guards Discover Large Arms Cache in Batken Region». 20 juin.
- IWPR (Institute for War and Peace Reporting). 2000. «Kyrgyz Private Relives Batken Nightmare». *Reporting Central Asia*, n° 18. 1er septembre.
- Kirghizstan. 1999. *Law on Arms of the Kyrgyz Republic*, n° 49. Bichkek. 9 juin.
- . 2003. *Report on Small Arms and Light Weapons*. Bichkek: ministère des Affaires étrangères.
- Lubin, Nancy et Sam Nunn, 1999. *Calming the Fergana Valley: Development and Dialogue in the Heart of Central Asia*. Rapport du Groupe de travail sur la Vallée de Fergana du Center for Preventive Action, Groupe de travail du sénateur Sam Nunn. New York: Century Foundation Press.
- MacFarlane, S. Neil et Stina Torjesen. 2004. *Kyrgyzstan: A Small Arms Anomaly in Central Asia?* Occasional Paper n° 12. Genève: Small Arms Survey. <<http://www.smallarmssurvey.org/OPs/OP12%20kyrgyzstan.pdf>>.
- Moskovskiy Komsomolets* (Moscou). 2001. «Buddy, Can You Spare a Bullet! Kyrgyzstan Secretly Arming Armenia.» Le 3 mai, p. 2. <<http://www.nisat.org>>.
- Nations unies. Division de la statistique. 2003. COMTRADE (UN Commodity Trade Statistics Database). <<http://unstats.un.org/unsd/comtrade/>>.
- NISAT (Norwegian Initiative on Small Arms Transfers) 2003. Base de données de la NISAT <<http://www.nisat.org/database>>.
- OMS (Organisation mondiale de la santé) 2003. *Mortality Database*. <<http://www.who.int>>.
- ONUDC (Office des Nations unies contre la drogue et le crime). 2003. *The Opium Economy in Afghanistan: An International Problem*. Vienne: ONUDC.
- ONUDDPC (Office des Nations unies pour le contrôle des drogues et la prévention du crime). 2002. *Illicit Drugs Situation in the Regions Neighbouring Afghanistan and the Response of ODCCP*. Vienne: ONUDDPC.
- Pirseyedi, Bobi. 2002. *The Small Arms Problem in Central Asia: Features and Implications*. Genève: UNIDIR (Institut des Nations unies pour la recherche sur le désarmement).
- Pyadushkin, Maxim, Maria Haug et Anna Matveeva. 2003. *Beyond the Kalashnikov: Small Arms Production, Exports, and Stockpiles in the Russian Federation*. Occasional Paper n° 10. Genève: Small Arms Survey.
- Rashid, Ahmed. 2002. *Jibad: The Rise of Militant Islam in Central Asia*. New Haven: Yale University Press.
- RFE/RL. 2002. «Bloodshed and Rioting as Police Fires into Crowd of Beknazarov Supporters». *RFE/RL Central Asia Report*. Vol. 2, n° 11. 21 mars.
- . 2003. «OSCE Announces Modernization Programme for Kyrgyz Police» *RFE/RL Central Asia Report*. Vol. 3, n° 24. 11 juillet.
- Tadjikistan. 2003. *Report of the Government of Republic of Tadjikistan on the Implementation of the Program of Action to Prevent, Combat and Eradicate the Illicit Trade in Small Arms and Light Weapons in All Its Aspects*. Dushanbe: Administration présidentielle.
- Tishkov, Valery. 1995. «'Don't Kill Me, I'm a Kyrgyz!': An Anthropological Analysis of Violence in the Osh Ethnic Conflict.» *Journal of Peace Research*, vol. 32, n° 2.
- Vebernii Bishkek*. 2003. «Bezpredel». 16 mai.